

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 1840.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Accompagnant le projet de loi présenté par M. le Ministre des Finances arrêtant définitivement les comptes des Budgets de l'exercice 1834.

MESSIEURS ,

J'ai l'honneur de vous présenter un projet de loi arrêtant définitivement les comptes des Budgets de l'exercice 1834.

Les comptes définitifs des exercices 1835, 1836 et 1837 étant envoyés à l'examen de la Cour des Comptes, j'espère pouvoir les soumettre également à la Chambre à une époque rapprochée.

La Cour des Comptes appelée par l'art. 116 de la Constitution à l'examen des comptes rendus par l'Administration générale des finances, a proposé quelques légères modifications tant aux recettes qu'aux dépenses du compte de 1834.

Ces modifications, en ce qui concerne le budget des recettes, s'appliquent :

1^o A une somme de 374 fr. 59 c., constatée en recette à la page 113 du compte comme recouvrements faits sur les procès-verbaux de déficit de comptables.

2^o En renforcement en recette de fr. 23,555 55 pour une égale somme portée indûment en dépense, page 151 du compte, pour restitution de cautionnements postérieurs à la révolution; ayant reconnu le fondement de ces modifications, je les ai introduites dans le compte définitif.

Relativement aux Budgets des dépenses, les observations de la Cour portent sur une dépense effectuée par suite d'un crédit de fr. 27,000, accordé pour la réédification de l'hôtel de Torrington sur une allocation du Budget du Ministère de l'Intérieur (*voir*

page 137 du compte définitif de l'exercice 1834), à un chef de division pour en disposer par mandats en faveur de créanciers réels; le Département des Finances ne peut se rallier à l'opinion émise par la Cour des Comptes qui rejette de la dépense le montant de ce crédit, par le motif qu'aucune régularisation appuyée de pièces justificatives des créances et de l'emploi des fonds n'a eu lieu.

Ce crédit a été ouvert par le Département des Finances sur une demande régulière d'un Ministre ordonnateur, munie du visa préalable de la Cour des Comptes; on a suivi à cet égard la marche usitée pour toute autre demande de paiement. Cette somme est sortie des caisses du trésor et l'Administration a dû constater le montant en dépense dans ses comptes.

Mais en la portant en dépense, l'Administration s'est bornée à en indiquer le montant aux restants à payer jusqu'à ce que la régularisation des pièces justificatives pût être produite à la Cour des Comptes (*voir* page 185 du compte définitif de 1834). Or, la production des pièces justificatives ayant eu lieu le 4 octobre 1838, avant la clôture de l'exercice 1837, dans lequel exercice doivent être comprises toutes les dépenses régularisées sur les restants à payer de l'exercice 1834, la Cour des Comptes se trouvera à même d'admettre en dépense, d'une manière définitive, le crédit dont il s'agit.

Nous devons convenir toutefois que l'irrégularité signalée par la Cour existe réellement.

En effet, les dépenses dont il reste à justifier à la clôture d'un exercice, après les trois années d'exécution, et que le Département des Finances constate dans les comptes qu'il rend, se composent d'ordonnances visées par la Cour des Comptes, classées d'une manière définitive, à charge d'une allocation du Budget; lorsque le paiement de ces ordonnances n'est pas réclamé, leur montant reste dans les caisses de l'État; mais les paiements faits, par suite d'un crédit ouvert à la disposition d'un fonctionnaire, sont d'une toute autre nature: des mandats sont délivrés sur ce crédit par ce fonctionnaire sur le Directeur du trésor, au profit de créanciers réels, qui en ont touché le montant. Les fonds sortent des caisses du trésor, et lorsque le Département des Finances ne reçoit, pendant les trois années d'exécution d'un Budget, aucun acte de régularisation de la Cour qui admette définitivement la dépense à charge d'une allocation du Budget, il ne peut en grever l'exercice. Pour opérer avec régularité, on doit, en pareille circonstance, produire à la Cour des Comptes, sous un bref délai, les acquits donnés par les créanciers réels, délai qui ne peut excéder les six mois, conformément à l'art. 334 du règlement général sur la comptabilité, approuvé par arrêté royal du 24 octobre 1824, encore en vigueur en Belgique.

Il reste à examiner par quel moyen la régularisation de ce crédit de fr. 27,000 doit s'effectuer: l'Administration des Finances, en présence d'une demande régulière, visée et enregistrée au préalable à la Cour des Comptes, devait en autoriser le paiement; ce paiement ayant eu lieu, elle devait le constater en dépense dans les comptes qu'elle rend chaque année aux Chambres; la Cour des Comptes de son côté ne pouvait admettre, après la clôture de l'exercice 1834, la dépense de ce crédit, parce que toutes les formalités pour la régulariser n'avaient pas été accomplies; mais la clôture de l'exercice 1837 arrivée au 1^{er} janvier 1840, dans lequel on rend compte des restants à payer de l'exercice 1834, permettra à ce collège l'admission définitive de cette dépense.

Le projet de loi comprend quatre paragraphes, savoir :

Fixation des dépenses ;

Fixation des crédits ;

Fixation des recettes ,

Et règlement des Budgets.

L'article premier du projet tend à arrêter les dépenses constatées, celles justifiées et celles qui restent à justifier; les articles deux et trois fixent les crédits; les articles quatre et cinq constatent les recettes et l'article six règle les Budgets.

| | |
|---|-------------------|
| Les crédits ouverts aux Ministres pour l'exercice 1834 se sont élevés à | fr. 98,874,000 43 |
| Le trésor a payé sur ces crédits | 96,513,600 96 |

| | |
|---|--------------|
| La différence entre les sommes payées et les crédits alloués, et dont nous vous proposons l'annulation par l'article deux du projet, est de | 2,360,399 47 |
|---|--------------|

Les annulations des crédits portent principalement sur les Départements de l'Intérieur et des Finances.

Voici quels ont été les résultats :

| | |
|--|-------------------|
| Les ressources de l'exercice 1834 ont été évaluées par la Loi qui fixe le Budget des voies et moyens à | fr. 84,279,578 00 |
| Elles se sont élevées à | » 86,380,098 41 |

| | |
|---|------------------|
| Les produits ont donc dépassé les prévisions de | fr. 2,100,520 41 |
|---|------------------|

En entrant dans les détails des produits des impôts, nous trouvons que les contributions directes ont excédé les évaluations de fr. 229,692 59; la douane de fr. 775,736 02; les accises de 1,991,157 08; les droits de garantie sur les ouvrages d'or et d'argent de fr. 37,955 37; la vérification des poids et mesures de fr. 14,161 54; l'enregistrement, timbre, greffe, hypothèques et droits de succession de fr. 685,862 20; les produits sur abonnements au *Moniteur* et au *Bulletin officiel* de fr. 288 77; les produits des brevets d'invention de fr. 3,512 41; le produit de la fabrication des monnaies en 1833 et 1834 de 4,658 27.

Les autres produits n'ont pas atteint le chiffre des évaluations. Sur les recettes diverses et accidentelles recueillies par l'Administration des contributions directes, douanes et accises, la diminution est de fr. 167,425 33; sur les revenus des domaines de fr. 272,928 44; sur les produits des barrières de fr. 126,903 24; sur les recettes diverses de l'Administration de l'enregistrement et des domaines de fr. 113,413 31; sur le produit des postes de fr. 242,337 91; sur le produit des ateliers des prisons de fr. 508,563 20; sur le produit de la culture du mûrier et des diplômes des artistes vétérinaires de fr. 3,500; sur le produit de l'emploi des capitaux des cautionnements et consignations de fr. 6,069 51; enfin sur les recettes diverses et accidentelles de l'Administration du Trésor public, de fr. 151,362 90.

| | |
|---|-------------------------|
| La dépense de l'exercice 1834, en y ajoutant les dépenses extraordinaires pour les travaux du Chemin de Fer, étant de | fr. 96,513,600 96 |
| Les recettes en y comprenant : | |
| 1° Le produit d'une émission de bons du Trésor pour les dépenses des travaux du Chemin de Fer; | |
| 2° Le produit numéraire de la vente des domaines (Loi du 27 décembre 1822) et | |
| 3° Le prélèvement sur le fonds spécial des cautionnements pour restitutions de cautionnements faites avec les fonds de l'Etat, étant de | » 96,701,337 76 |
| L'exercice présente ainsi un excédant de recette de | fr. <u>0,187,736 80</u> |

Nous proposons par l'art. 6 de la Loi de transférer cet excédant de recette au Budget de l'exercice 1837.

En terminant cet exposé, je crois devoir insister pour que la Chambre veuille bien s'occuper le plus tôt possible des comptes des exercices 1830, 1831, 1832 et 1833 qui lui ont été présentés par l'un de mes honorables prédécesseurs, ainsi que celui de 1834 qui fait l'objet de la Loi que j'ai l'honneur de soumettre à ses délibérations. L'art. 115 de la Constitution nous impose l'obligation d'arrêter chaque année les comptes de l'Etat; cette disposition est restée jusqu'aujourd'hui sans exécution.

Je suis persuadé, Messieurs, que vous vous empresserez de mettre fin à un état de choses qui non-seulement est contraire à la Constitution, mais qui en outre ne permet pas de régulariser notre position financière. Quelques membres de la Chambre ont prétendu que ces comptes ne pouvaient être arrêtés sans qu'une Loi générale des Finances ait été formée; sans contester l'utilité d'une telle Loi dont l'adoption, alors même qu'elle serait présentée immédiatement, pourrait ne pas être prochaine, j'ai la conviction la plus profonde que l'on peut, en son absence, arrêter d'une manière très-régulière les comptes des exercices clos; pour cela, il suffit de les rédiger dans les mêmes forme et teneur que les Budgets des recettes et des dépenses et de les accompagner de tableaux présentant :

Pour les recettes :

Les évaluations des produits;

Les droits constatés sur les évaluations et revenus publics;

Les recouvrements effectués et les produits restant à recouvrer.

Pour la dépense :

Les crédits alloués par la Législature;

Les droits acquis aux créanciers de l'Etat;

Les paiements effectués et les dépenses restant à payer.

Tel est, Messieurs, le mode qui est suivi en France; c'est aussi celui qui a été adopté dans les comptes qui vous sont soumis et je ne pense pas qu'il soit possible d'y introduire aucun changement essentiel.

Le Ministre des Finances,

MERCIER.

BUDGET DÉFINITIF

DE L'EXERCICE 1834.



TABLEAU A, Budget définitif des Dépenses.

TABLEAU B, Budget définitif des Recettes.

TABLEAU C, Résumé du Budget Définitif.

TABLEAU A.

ART. 1 A 3 DU PROJET
DE LOI.

BUDGET DÉFINITIF DES DÉPENSES

| PAGES DES ÉTATS DE développement du COMPTE GÉNÉRAL. | CHAPITRES des BUDGETS. | MINISTÈRES ET SERVICES. |
|---|--|--|
| 120 et 121 | I. II. III. | <p style="text-align: center;"><i>Dette publique.</i></p> <p>Dette publique.</p> <p>Pensions de toute nature, traitements.</p> <p>Intérêts des cautionnements et remboursements de consignations</p> |
| 122 et 123 | I. II. III. IV. | <p style="text-align: center;"><i>Dotations.</i></p> <p>Liste civile</p> <p>Sénat</p> <p>Chambre des Représentants.</p> <p>Cour des Comptes.</p> |
| 124 à 127 | I. II. III. IV. V. VI. VII. VIII. IX. X. XI. | <p style="text-align: center;"><i>Ministère de la Justice.</i></p> <p>Administration centrale</p> <p>Ordre judiciaire.</p> <p>Justice militaire.</p> <p>Frais de poursuite et d'exécution</p> <p>Construction et réparation de locaux.</p> <p><i>Bulletin officiel et Moniteur.</i></p> <p>Pensions.</p> <p>Prisons.</p> <p>Établissements de bienfaisance.</p> <p>Frais de police et mesures de sûreté publique</p> <p>Dépenses imprévues</p> |

DE L'EXERCICE DE 1834,

| SITUATION DES DÉPENSES. | | | | | | | | RÈGLEMENT DES CRÉDITS. | | | |
|--------------------------------------|----|--|----|--|----|--|----|------------------------|----|---|----|
| CRÉDITS accordés par LES LOIS. | | DÉPENSES ordonnances par LE TRÉSOR. | | DÉPENSES visées enregistrées et admises par la COUR DES COMPTES. | | DÉPENSES non payées unpu- tables sur l'exer- cice COURANT. | | CRÉDITS ANNULÉS. | | CRÉDITS de finitifs égaux aux dépenses or- données par le TRÉSOR. | |
| 7,518,894 | 17 | 7,440,756 | 36 | 7,434,924 | 43 | 5,831 | 93 | 78,137 | 81 | 7,440,756 | 36 |
| 3,103,200 | " | 3,096,587 | 95 | 3,066,012 | 45 | 30,575 | 50 | 6,612 | 05 | 3,096,587 | 95 |
| 309,000 | " | 247,975 | 18 | 242,978 | 15 | 4,997 | 03 | 61,024 | 82 | 247,975 | 18 |
| 10,931,094 | 17 | 10,785,319 | 49 | 10,743,915 | 03 | 41,404 | 46 | 145,774 | 68 | 10,785,319 | 49 |
| 2,751,322 | 75 | 2,751,322 | 75 | 2,751,322 | 75 | " | " | " | " | 2,751,322 | 75 |
| 20,000 | " | 18,000 | " | 18,000 | " | " | " | 2,000 | " | 18,000 | " |
| 410,355 | " | 407,671 | 33 | 404,093 | 96 | 3,577 | 37 | 2,683 | 67 | 407,671 | 33 |
| 119,010 | 20 | 119,010 | 20 | 119,010 | 20 | " | " | " | " | 119,010 | 20 |
| 3,300,687 | 95 | 3,296,004 | 28 | 3,292,426 | 91 | 3,377 | 37 | 4,683 | 67 | 3,296,004 | 28 |
| 129,000 | " | 128,935 | 63 | 128,218 | 23 | 717 | 40 | 64 | 37 | 128,935 | 63 |
| 1,873,560 | " | 1,840,441 | 56 | 1,840,441 | 56 | " | " | 33,118 | 44 | 1,840,441 | 56 |
| 125,436 | " | 112,893 | 80 | 112,893 | 80 | " | " | 12,542 | 20 | 112,893 | 80 |
| 643,000 | " | 565,916 | 34 | 565,892 | 78 | 23 | 56 | 77,083 | 66 | 565,916 | 34 |
| 85,000 | " | 28,793 | 99 | 28,793 | 99 | " | " | 6,206 | 01 | 28,793 | 99 |
| 94,672 | " | 93,771 | 01 | 93,771 | 04 | " | " | 900 | 96 | 93,771 | 04 |
| 10,000 | " | 9,990 | 85 | 9,990 | 85 | " | " | 9 | 15 | 9,990 | 85 |
| 2,094,900 | " | 1,929,189 | 96 | 1,928,983 | 10 | 206 | 86 | 165,710 | 04 | 1,929,189 | 96 |
| 315,704 | " | 314,880 | 81 | 314,880 | 81 | " | " | 823 | 19 | 314,880 | 81 |
| 50,000 | " | 50,000 | " | 50,000 | " | " | " | " | " | 50,000 | " |
| 10,800 | " | 9,946 | " | 9,946 | " | " | " | 54 | " | 9,946 | " |
| 5,331,272 | " | 5,034,759 | 98 | 5,033,812 | 16 | 947 | 82 | 296,512 | 02 | 5,034,759 | 98 |

17

**SUITE
DU TABLEAU A.**

SUITE DU BUDGET DÉFINITIF DES DÉPENSES

| PAGES DES ÉTATS DE développement du COMPTE-GÉNÉRAL. | CHAPITRES des BUDGETS. | MINISTÈRES ET SERVICES. |
|---|---|--|
| 128 et 129 | I. II. III. IV. V. VI. | <p style="text-align: center;"><i>Ministère des Affaires étrangères.</i></p> Administration Centrale Traitements des agents du service extérieur Traitements des agents diplomatiques en non activité Frais de voyage des agents du service extérieur, frais de courriers, etc. Frais à rembourser aux agents du service extérieur Missions extraordinaires et dépenses imprévues |
| 130 et 131 | I. II. III. IV. | <p style="text-align: center;"><i>Ministère de la Marine.</i></p> Administration centrale Bâtiments de guerre Magasin de la Marine Dépenses éventuelles |
| 132 à 141 | I. II. III. IV. V. VI. VII. VIII. IX. X. | <p style="text-align: center;"><i>Ministère de l'Intérieur.</i></p> Administration centrale Pensions et secours Frais d'administration dans les provinces Instruction publique Cultes. Garde civique Subsidés aux villes et communes Travaux publics Service des mines Commerce, Industrie, Agriculture <p style="text-align: right;">A reporter du Ministère de l'Intérieur</p> |

DE L'EXERCICE DE 1834.

| SITUATION DES DÉPENSES. | | | | | | | | RÈGLEMENT DES CRÉDITS. | | | |
|--------------------------------------|----|--|----|---|----|--|----|------------------------|----|--|----|
| CRÉDITS accordés par LES LOIS. | | DÉPENSES ordonnées par LE TRÉSOR. | | DÉPENSES visées, enregistrées et admises par la COUR DES COMPTES. | | DÉPENSES non payées imputables sur l'exercice COURANT. | | CRÉDITS ANNULÉS. | | CRÉDITS définitifs égaux aux dépenses ordonnées par le TRÉSOR. | |
| 89,000 | » | 71,957 | 39 | 71,957 | 39 | » | » | 17,042 | 61 | 71,957 | 39 |
| 357,300 | » | 248,484 | » | 248,484 | » | » | » | 108,816 | » | 248,484 | » |
| 10,000 | » | » | » | » | » | » | » | 10,000 | » | » | » |
| 70,000 | » | 31,932 | 82 | 31,932 | 82 | » | » | 38,067 | 18 | 31,932 | 82 |
| 50,000 | » | 10,401 | 88 | 10,401 | 88 | » | » | 39,598 | 12 | 10,401 | 88 |
| 80,000 | » | 15 290 | 08 | 15 290 | 08 | » | » | 64,709 | 92 | 15,290 | 08 |
| 656,300 | » | 378,066 | 17 | 378,066 | 17 | » | » | 278,233 | 83 | 378,066 | 17 |
| 8,350 | » | 8,349 | 92 | 8,349 | 92 | » | » | » | 08 | 8,349 | 92 |
| 645,714 | » | 533,752 | 85 | 533,752 | 85 | » | » | 111,961 | 15 | 533,752 | 85 |
| 10,600 | » | 10,600 | » | 10,600 | » | » | » | » | » | 10,600 | » |
| 4,200 | » | 2,681 | 60 | 2,681 | 60 | » | » | 1,518 | 40 | 2,681 | 60 |
| 668,864 | » | 555 384 | 37 | 555 384 | 37 | » | » | 113,479 | 63 | 555,384 | 37 |
| 201,800 | » | 194,609 | » | 194,609 | » | » | » | 7,191 | » | 194,609 | » |
| 20,179 | 10 | 17,340 | 12 | 17,000 | 12 | » | » | 2,838 | 98 | 17,340 | 12 |
| 1,143,089 | 10 | 1,121,619 | 63 | 1,121,571 | 21 | 48 | 42 | 21,469 | 47 | 1,121,619 | 63 |
| 739,772 | » | 723,202 | 86 | 722,818 | 93 | 383 | 93 | 16,569 | 14 | 723,202 | 86 |
| 3,472,900 | » | 3,444,007 | 49 | 3,426,125 | 08 | 17,882 | 41 | 28,892 | 51 | 3,444,007 | 49 |
| 25,000 | » | 10,232 | 74 | 10 232 | 74 | » | » | 14,767 | 26 | 10,232 | 74 |
| 50,000 | » | 48,654 | » | 48,654 | » | » | » | 1,346 | » | 48,654 | » |
| 4,609,932 | 44 | 4 421,652 | 24 | 4,421,652 | 30 | 87,140 | 94 | 101,139 | 20 | 4,508,793 | 24 |
| 83,000 | » | 75,653 | 57 | 75,653 | 57 | » | » | 7,346 | 43 | 75,653 | 57 |
| 649,500 | » | 602,429 | 78 | 602,429 | 28 | 269 | 50 | 46 881 | 22 | 602,698 | 78 |
| 10,995,172 | 64 | 10,659,401 | 43 | 10,640,746 | 23 | 105,725 | 20 | 248,441 | 21 | 10,746,811 | 43 |

DE L'EXERCICE DE 1884.

| SITUATION DES DÉPENSES. | | | | | | | | RÈGLEMENT DES CRÉDITS. | | | |
|--------------------------------------|----|--|----|--|----|---|----|------------------------|----|---|----|
| CRÉDITS accordés par LES LOIS. | | DÉPENSES ordonnances par LE TRÉSOR. | | DÉPENSES visées, enregistrées et admises par la COMPTES. | | DÉPENSES non payées imputables sur l'exercice COURANT | | CRÉDITS ANNULÉS. | | CRÉDITS définitifs égaux aux dépenses ordonnancées par le TRÉSOR. | |
| 10,995,172 | 64 | 10,659,401 | 43 | 10,640,746 | 23 | 105,7225 | 20 | 248,441 | 21 | 10,746,811 | 43 |
| 270,440 | " | 249,139 | 22 | 249,139 | 22 | " | " | 21,300 | 78 | 249,139 | 22 |
| 30,800 | " | 28,361 | 48 | 28,361 | 48 | " | " | 2,438 | 52 | 28,361 | 48 |
| 50,000 | " | 49,998 | 16 | 49,998 | 16 | " | " | 1 | 84 | 49,998 | 16 |
| 10,000 | " | 9,545 | " | 9,545 | " | " | " | 455 | " | 9,545 | " |
| 2,400 | " | " | " | " | " | " | " | 2,540 | " | " | " |
| 180,000 | " | 179,827 | 67 | 179,827 | 67 | " | " | 172 | 33 | 179,827 | 67 |
| 126,316 | 67 | 71,974 | 34 | 71,291 | 95 | 682 | 39 | 54,342 | 33 | 71,974 | 34 |
| 11,665,269 | 31 | 11,335,357 | 30 | 11,239,249 | 71 | 105,407 | 59 | 329,612 | 01 | 11,335,657 | 30 |
| 10,000,000 | " | 10,000,000 | " | 10,000,000 | " | " | " | " | " | 10,000,000 | " |
| 246,000 | " | 245,669 | 21 | 245,669 | 21 | " | " | 330 | 79 | 245,669 | 21 |
| 35,464,814 | " | 35,425,594 | 89 | 35,425,594 | 89 | " | " | 39,219 | 11 | 35,425,594 | 89 |
| 496,000 | " | 425,237 | 51 | 424,938 | 50 | 299 | 01 | 70,762 | 49 | 425,237 | 51 |
| 398,000 | " | 389,324 | 84 | 389,324 | 84 | " | " | 8,675 | 16 | 389,324 | 84 |
| 54,000 | " | 54,000 | " | 54,000 | " | " | " | " | " | 54,000 | " |
| 2,257,000 | " | 2,217,127 | 02 | 2,213,908 | 64 | 3,218 | 38 | 39,872 | 98 | 2,217,127 | 02 |
| 620,000 | " | 576,918 | 35 | 576,918 | 35 | " | " | 43,081 | 65 | 576,918 | 35 |
| 71,400 | " | 70,614 | 43 | 70,614 | 43 | " | " | 786 | 57 | 70,614 | 43 |
| 309,000 | " | 300,052 | 68 | 300,052 | 68 | " | " | 8,947 | 32 | 300,052 | 68 |
| 2,402,786 | " | 2,390,609 | 52 | 2,390,608 | 04 | 1 | 48 | 12,176 | 48 | 2,390,609 | 52 |
| 199,000 | " | 185,856 | 83 | 185,856 | 83 | " | " | 13,143 | 17 | 185,856 | 83 |
| 462,000 | " | 461,752 | 92 | 461,752 | 92 | " | " | 247 | 08 | 461,752 | 92 |
| 42,980,000 | " | 42,742,758 | 20 | 42,739,239 | 33 | 3,518 | 87 | 237,241 | 80 | 42,742,758 | 20 |

SUITE
DU TABLEAU A.

SUITE DU BUDGET DÉFINITIF DES DÉPENSES

| PAGES DES ÉTATS DE développement du COMPTE-GÉNÉRAL. | CHAPITRES des BUDGETS. | MINISTÈRES ET SERVICES. |
|---|--|---|
| | | <i>Ministère des Finances.</i> |
| 146 à 149 | I. I. III. IV. V. VI. VII. | Administration centrale Administration du trésor public Administration des contributions directes, douanes, accises et garantie Administration de l'enregistrement et des domaines Administration des postes Administration du cadastre Dépenses imprévues |
| 150 et 151 | I. II. | <i>Remboursements et restitutions, etc.</i> |
| | | Non-valeurs Restitutions |
| 152 et 153 | | RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DÉPENSES. |
| | | Dette publique Dotations Ministère de la Justice Ministère des Affaires étrangères Ministère de la Marine Ministère de l'Intérieur Ministère de la Guerre Ministère des Finances Remboursements et non-valeurs Chemin de fer |

DE L'EXERCICE DE 1834.

| SITUATION DES DÉPENSES. | | | | | | | | RÈGLEMENT DES CRÉDITS. | | | |
|--------------------------------|----|--------------------------------------|----|---|----|--|----|------------------------|----|---|----|
| CRÉDITS accordés par LES LOIS. | | DÉPENSES ordonnancées par LE TRÉSOR. | | DÉPENSES visées, enregistrées et admises par la COUR DES COMPTES. | | DÉPENSES non payées imputables sur l'exercice COURANT. | | CRÉDITS ANNULÉS. | | CRÉDITS définitifs égaux aux dépenses ordonnancées par le TRÉSOR. | |
| 1,369,200 | » | 1,368,342 | 54 | 1,368,254 | 21 | 88 | 33 | 857 | 46 | 1,368,342 | 54 |
| 320,000 | » | 80,000 | » | 80,000 | » | » | » | 240,000 | » | 80,000 | » |
| 7,085,730 | » | 6,945,135 | 29 | 6,942,751 | 45 | 2,383 | 84 | 140,594 | 71 | 6,945,135 | 29 |
| 1,690,665 | » | 1,680,767 | 66 | 1,680,767 | 66 | » | » | 9,897 | 34 | 1,680,767 | 66 |
| 776,948 | » | 552,963 | 55 | 552,698 | 55 | 265 | » | 223,984 | 45 | 552,963 | 55 |
| 672,470 | » | 639,076 | 60 | 638,734 | 76 | 341 | 84 | 33,393 | 10 | 639,076 | 60 |
| 47,000 | » | 46,997 | 94 | 46,997 | 94 | » | » | 2 | 06 | 46,997 | 94 |
| 11,962,013 | » | 11,313,283 | 58 | 11,310,204 | 57 | 3,079 | 01 | 648,729 | 42 | 11,313,283 | 58 |
| 769,000 | » | 678,009 | 72 | 677,971 | 12 | 38 | 60 | 90,990 | 28 | 678,009 | 72 |
| 559,500 | » | 344,357 | 87 | 344,346 | 60 | 11 | 27 | 215,142 | 13 | 344,357 | 87 |
| 1,328,500 | » | 1,022,367 | 59 | 1,022,317 | 72 | 49 | 87 | 306,182 | 41 | 1,022,367 | 59 |
| 10,931,094 | 17 | 10,785,319 | 49 | 10,743,915 | 03 | 41,404 | 16 | 145,774 | 68 | 10,785,319 | 49 |
| 3,300,687 | 95 | 3,296,004 | 28 | 3,292,426 | 91 | 3,577 | 37 | 4,683 | 67 | 3,296,004 | 28 |
| 5,381,272 | » | 5,084,759 | 98 | 5,083,812 | 16 | 947 | 82 | 296,512 | 02 | 5,084,759 | 98 |
| 656,300 | » | 378,066 | 17 | 378,066 | 17 | » | » | 278,233 | 83 | 378,066 | 17 |
| 668,864 | » | 555,384 | 37 | 555,384 | 37 | » | » | 113,479 | 63 | 555,384 | 37 |
| 11,665,269 | 31 | 11,335,657 | 30 | 11,229,249 | 71 | 106,407 | 59 | 329,612 | 01 | 11,335,657 | 30 |
| 42,980,000 | » | 42,742,758 | 20 | 42,739,239 | 33 | 3,518 | 87 | 237,241 | 80 | 42,742,758 | 20 |
| 11,962,013 | » | 11,313,283 | 58 | 11,310,204 | 57 | 3,079 | 01 | 648,729 | 42 | 11,313,283 | 58 |
| 1,328,500 | » | 1,022,367 | 59 | 1,022,317 | 72 | 49 | 87 | 306,182 | 41 | 1,022,367 | 59 |
| 10,000,000 | » | 10,000,000 | » | 10,000,000 | » | » | » | » | » | 10,000,000 | » |
| 98,874,000 | 43 | 96,513,600 | 96 | 96,354,615 | 97 | 158,984 | 99 | 2,360,399 | 47 | 96,513,600 | 96 |

14

TABIEAU B.

ART 4 ET 5 DU PROJET
DE LOI.

BUDGET DÉFINITIF DE

| PAGES DES ÉTATS DE développement du compte-général DES FINANCES. | PRODUIT ET REVENUS. |
|---|---|
| | <i>Administration des contributions directes, douanes et accises.</i> |
| 42 à 47. | Contributions directes |
| 50 — 55. | Douanes |
| 56 — 61. | Accises |
| 62 — 67. | Droits de garantie des matières d'or et d'argent |
| 68 — 73. | Vérification des poids et mesures |
| 74 — 79. | Recettes diverses (y compris les redevances sur les mines) |
| | <i>Administration de l'enregistrement et des domaines.</i> |
| 82 — 87. | Enregistrement, timbre, greffe, hypothèques, droits de succession, etc. |
| 88 — 93. | Revenus des domaines |
| 94 — 99. | Produit des barrières |
| 100 — 105. | Recettes diverses. |
| | <i>Administration des postes.</i> |
| 106 — 111. | Produit des postes |

RECETTES DE L'EXERCICE DE 1834.

| SITUATION DES RECETTES. | | | | | | RÈGLEMENT DES RECETTES. | | | | | | |
|---|---|--|----|---|----|-------------------------|--|---------|--------------|----|---|------------|
| ÉVALUATION des produits d'après la loi DU BUDGET. | | PRODUITS résultant des droits CONSTATÉS. | | RECouvreMENTS effectués sur les droits CONSTATÉS. | | RESTE A RECOURVER. | PRODUITS recouverts en excédant des ÉVALUATIONS. | | DIMINUTIONS. | | PRODUITS définitifs de L'EXERCICE 1834. | |
| 30,208,078 | » | 30,437,770 | 59 | 30,437,770 | 59 | | » | 229,692 | 59 | » | » | 30,437,770 |
| 7,600,000 | » | 8,375,736 | 02 | 8,375,736 | 02 | » | 775,736 | 02 | » | » | 8,375,736 | 02 |
| 17,580,000 | » | 19,571,157 | 08 | 19,571,157 | 08 | » | 1,991,157 | 08 | » | » | 19,571,157 | 08 |
| 110,000 | » | 147,955 | 37 | 147,955 | 37 | » | 37,955 | 37 | » | » | 147,955 | 37 |
| 100,000 | » | 114,161 | 54 | 114,161 | 54 | » | 14,161 | 54 | » | » | 114,161 | 54 |
| 273,000 | » | 107,574 | 67 | 107,574 | 67 | » | » | » | 167,425 | 33 | 107,574 | 67 |
| 55,873,078 | » | 58,754,355 | 27 | 58,754,355 | 27 | » | 3,048,702 | 60 | 167,425 | 33 | 53,754,355 | 27 |
| | | | | | | | fr. 2,881,277 | | 27 | | | |
| 17,375,000 | » | 18,010,862 | 20 | 18,010,862 | 20 | » | 635,862 | 20 | » | » | 18,010,862 | 20 |
| 2,630,000 | » | 2,357,071 | 56 | 2,357,071 | 56 | » | » | » | 272,928 | 44 | 2,357,071 | 56 |
| 2,265,000 | » | 2,138,096 | 76 | 2,138,096 | 76 | » | » | » | 126,903 | 24 | 2,138,096 | 76 |
| 960,000 | » | 846,586 | 69 | 846,586 | 69 | » | » | » | 113,413 | 31 | 846,586 | 69 |
| 23,230,000 | » | 23,352,617 | 21 | 23,352,617 | 21 | » | 635,862 | 20 | 513,244 | 99 | 23,352,617 | 21 |
| | | | | | | | fr. 122,617 | | 21 | | | |
| 2,340,000 | » | 2,097,662 | 09 | 2,097,662 | 09 | » | » | » | 242,337 | 91 | 2,097,662 | 09 |
| | | | | | | | fr. 242,337 | | 91 | | | |

16

SUITE
DU TABLEAU B.

SUITE DU BUDGET DÉFINITIF DES

| PAGES DES ÉTATS DE développement du compte-général DES FINANCES. | PRODUIT ET REVENUS. |
|---|---|
| | <i>Administration du trésor public.</i> |
| | Produit des ateliers des prisons |
| | Abonnements au <i>Moniteur</i> et au <i>Bulletin officiel</i> |
| | Produit des brevets d'invention |
| 112 — 113 | Produit de la culture du mûrier et des diplômes des artistes vétérinaires |
| | Produit de l'emploi des capitaux des cautionnements et consignations |
| | Produit de la fabrication des monnaies en 1833 et 1834 |
| | Recettes diverses. |
| | RÉCAPITULATION. |
| 42 à 79 | Administration des contributions directes, douanes et accises. |
| 83 — 105 | Administration de l'enregistrement et des domaines |
| 106 — 111 | Administration des postes. |
| 112 — 113 | Administration du trésor public. |

RECETTES DE L'EXERCICE DE 1834.

| SITUATION DES RECETTES. | | | | | RÈGLEMENT DES RECETTES. | | | | | |
|--|---|---------------|--|---|-------------------------|--|------------|--------------|--|----|
| ÉVALUATION des produits d'après la loi DU BUDGET. | PRODUITS résultant des droits CONSTATÉS. | | RECOUVREMENTS effectués sur les droits CONSTATÉS. | | RESTE A RECOURIR. | PRODUITS recouvrés en excédant des ÉVALUATIONS. | | DIMINUTIONS. | PRODUITS définitifs de L'EXERCICE 1834. | |
| 1,400,000 | » | 891,436 80 | 891,436 80 | » | » | » | 508,563 20 | » | 891,436 80 | 80 |
| 54,000 | » | 54,288 77 | 54,288 77 | » | 288 77 | » | » | » | 54,288 77 | 77 |
| 10,000 | » | 13,512 41 | 13,512 41 | » | 3,512 41 | » | » | » | 13,512 41 | 41 |
| 3,500 | » | » | » | » | » | » | 3 500 | » | » | » |
| 124,000 | » | 117,930 49 | 117,930 49 | » | » | » | 6,069 51 | » | 117,930 49 | 49 |
| 995,000 | » | 999,658 27 | 999,658 27 | » | 4,658 27 | » | » | » | 999,658 27 | 27 |
| 250,000 | » | 98,637 10 | 98,637 10 | » | » | » | 151,362 90 | » | 98,637 10 | 10 |
| 2,836,500 | » | 2,175,463 84 | 2,175,463 84 | » | 8,459 45 | » | 669,495 61 | » | 2,175,463 84 | 84 |
| | | | | | fr. 661,036 | | 16 | | | |
| 55,873,078 | » | 58,754,355 27 | 58,754,355 27 | » | 2,881,277 27 | » | » | » | 58,754,355 27 | 27 |
| 23,230,000 | » | 23,352,617 21 | 23,352,617 21 | » | 122,617 21 | » | » | » | 23,352,617 21 | 21 |
| 2,340,000 | » | 2,097,662 09 | 2,097,662 09 | » | » | » | 242,337 91 | » | 2,097,662 09 | 09 |
| 2,836,500 | » | 2,175,463 84 | 2,175,463 84 | » | » | » | 661,036 16 | » | 2,175,463 84 | 84 |
| 84 279,578 | » | 86,380,098 41 | 86,380,098 41 | » | 3,003,894 48 | » | 903,374 07 | » | 86,380,098 41 | 41 |
| | | | | | fr. 2,100,520 | | 41 | | | |

TABLEAU C.

ARTICLE 6 DU PROJET DE LOI.

RÉSUMÉ DU BUDGET DÉFINITIF

RECETTE.

| PRODUITS ET REVENUS. | RECETTES ORDINAIRES. | | RECETTES EXTRAORDINAIRES. | | TOTAL DE LA RECETTE DE L'EXERCICE 1834. | |
|--|-------------------------|----|------------------------------|----|---|----|
| | | | | | | |
| Administration des contrib. directes, douanes et accises. | 58,754,355 | 27 | » | » | 58.754,355 | 27 |
| Administration de l'enregistrement et des domaines. | 23,352,617 | 21 | » | » | 23,352,617 | 21 |
| Administration des postes | 2,097,662 | 09 | » | » | 2,097,662 | 09 |
| Administration du trésor public | 2,175,463 | 84 | » | » | 2,175,463 | 84 |
| Produit de l'émission de bons du trésor pour les dépenses du chemin de fer | » | » | 10,000,000 | » | 10,000,000 | » |
| Produit de la vente des domaines (loi du 27 décem- bre 1822), numéraire | » | » | 297,683 | 80 | 297,683 | 80 |
| Prélèvement sur le fonds spécial des cautionnements pour restitution de cautionnements faite avec les fonds de l'État. | » | » | 23,555 | 55 | 23,555 | 55 |
| | 86,380,098 | 41 | 10,321,239 | 35 | | |
| | | | | | 96,701,337 | 76 |

DE L'EXERCICE DE 1834.

DÉPENSE.

| MINISTÈRES ET SERVICES. | DÉPENSES ORDINAIRES. | | DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. | | TOTAL DE LA DÉPENSE DE L'EXERCICE 1834. | |
|---|-------------------------|----|------------------------------|---|---|----|
| | | | | | | |
| Dette publique | 10,785,319 | 49 | » | » | 10,785,319 | 49 |
| Dotations | 3,296,004 | 28 | » | » | 3,296,004 | 28 |
| Ministère de la Justice | 5,084,759 | 98 | » | » | 5,084,759 | 98 |
| Ministère des Affaires Étrangères | 378,066 | 17 | » | » | 378,066 | 17 |
| Ministère de la Marine | 555,384 | 37 | » | » | 555,384 | 37 |
| Ministère de l'Intérieur | 11,335,657 | 30 | » | » | 11,335,657 | 30 |
| Ministère du Chepin de Fer | » | » | 10,000,000 | » | 10,000,000 | » |
| Ministère de la Guerre | 42,742,758 | 20 | » | » | 42,742,758 | 20 |
| Ministère des Finances | 11,313,283 | 58 | » | » | 11,313,283 | 58 |
| Remboursements, restitutions et non-valeurs | 1,022,367 | 59 | » | » | 1,022,367 | 59 |
| | 86,513,600 | 96 | 10,000,000 | » | 96,513,600 | 96 |
| Excédant de recette | | | | | 187,786 | 80 |
| | | | | | 96,701,337 | 76 |

20

PROJET DE LOI.


 Léopold,

Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Vu l'article 5 du décret du Congrès National du 30 décembre 1830 ;

Vu aussi l'article 115 de la Constitution ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Le projet de Loi dont la teneur suit sera présenté en notre nom à la Chambre des Représentants par notre Ministre des Finances.

§ 1^{er}.

FIXATION DES DÉPENSES.

ARTICLE PREMIER.

Les dépenses de l'exercice 1834, constatées dans le compte-rendu par le Ministre des Finances, sont arrêtées à la somme de *quatre-vingt-seize millions, cinq cent treize mille, six cents francs, quatre-vingt-seize centimes* (fr. 96,513,600 96 c.).

Les paiements effectués et justifiés sur le même exercice jusqu'au 31 décembre 1836, sont fixés à *quatre-vingt-seize millions, trois cent cinquante-quatre mille, six cent quinze francs, quatre-vingt-dix-sept centimes* (fr. 96,354,615 97 c.).

Et les dépenses restant à payer suivant le tableau A ci-annexé, à *cent cinquante-huit mille, neuf cent quatre-vingt-quatre francs, quatre-vingt-dix-neuf centimes* (fr. 158,984 99 c.).

Les paiements qui pourraient être faits encore sur des créances appartenant à l'exercice de 1834 seront portés en dépense au compte de l'exercice 1837 jusqu'à l'expiration du terme de échéance.

§ II.

FIXATION DES CRÉDITS.

ART. 2.

Les crédits de fr. 98,874,000 43 c., ouverts aux Ministres par les Lois du 31 décembre 1833, n° 1677, 3 janvier 1834, n° 1, 14 février, n° 113, 21 février, n° 124, 25 février, n° 128, 15 mars, n° 206, 18 mars, n° 209, 20 mars, n° 210, 29 avril, n° 328, 22 juillet, n° 598, 15 août, n° 633, 15 août, n° 635, 25 décembre, n° 973, 30 décembre, n° 1033 et 15 avril 1835, n° 200, pour subvenir aux paiements à faire sur l'exercice 1834, sont réduits d'une somme totale de *deux millions trois cent soixante mille, trois cent quatre-vingt-dix-neuf francs, quarante-sept centimes* (fr. 2,360,399 47 c.), restée disponible d'après les paiements effectués sur cet exercice jusqu'à l'époque de sa clôture.

Ces annulations demeurent réparties entre les grands corps de l'État, les Ministères et services spéciaux sur lesquels portent les excédants de crédits,

SAVOIR :

| | | |
|--|-----|---------------------|
| Dette publique. | fr. | 145,774 68 |
| Dotations. | » | 4,683 67 |
| Ministère de la Justice. | » | 296,512 02 |
| — des Affaires étrangères. | » | 278,233 83 |
| — de la Marine. | » | 113,479 63 |
| — de l'Intérieur. | » | 329,612 01 |
| — de la Guerre. | » | 237,241 80 |
| — des Finances. | » | 648,729 42 |
| Remboursements et non-valeurs. | » | 306,132 41 |
| Total. | fr. | <u>2,360,399 47</u> |

ART. 3.

Ensuite des dispositions contenues dans les articles qui précèdent, les dépenses de l'exercice 1834 sont définitivement fixées à *quatre-vingt seize millions, cinq cent treize mille, six cents francs, quatre-vingt-seize centimes* (96,513,600 96 c.).

§ III.

FIXATION DES RECETTES.

ART. 4.

Les recettes de l'exercice 1834 constatées dans le compte de cet exercice sont arrêtées à la somme de *quatre-vingt-seize millions, sept cent un mille, trois cent trente-sept francs, soixante-seize centimes* (fr. 96,701,337 76 c.), y compris fr. 10,321,239 35 c. provenant de ressources extraordinaires, conformément au tableau B ci-annexé.

ART. 5.

Les sommes qui pourraient provenir encore des ressources affectées à l'exercice 1834, seront portées en recette au compte de l'exercice pendant lequel le recouvrement s'opérera.

§ IV.

RÈGLEMENT DES BUDGETS.

ART. 6.

L'excédant des recettes de l'exercice 1834, arrêtées par l'art. 4,
à fr. 96,701,337 76

Sur les paiements fixés par l'art. 1, à . . . » 96,513,600 96

Est arrêté, conformément au tableau C ci-annexé à la somme de *cent quatre-vingt-sept mille, sept cent trente-six francs, quatre-vingts centimes*. fr. 187,736 80

Cet excédant est transporté à l'exercice 1837 pour servir à payer les dépenses restant à solder sur cet exercice.

Donné à Laeken, le 7 décembre 1840.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
MERCIER.